

Patrimoine, mémoire, généalogie

Quelques considérations critiques

Laurent Bazin
CNRS-CLERSÉ

Pré-publication d'un article paru dans la *Revue Espaces Marx* (Lille)
n° 16-17, décembre 2001, pages 44-53

Sous réserve des modifications éditoriales apportées par la revue

Résumé

Cet article tente d'interpréter le développement de la notion de patrimoine industriel, dans lequel la mémoire ouvrière et celle des migrations occupent une position centrale. La démonstration est illustrée par différents exemples de pratiques muséales ou associatives observées dans la région Nord-Pas-de-Calais. Ils montrent en particulier comment la symbolique de la réparation des préjudices et des discriminations se dissocie des revendications syndicales et politiques pour soutenir les processus globaux de transformation du politique qui enchevêtrent marchandisation et politisation de l'identité. L'interprétation que je propose se différencie en effet des travaux sur le thème du patrimoine, notamment industriel, qui ont largement mis en évidence les mécanismes de revalorisation symbolique et de réparation mis en œuvre par la patrimonialisation. L'article s'efforce en effet de recontextualiser ces changements symboliques dans le cadre signifiant des mutations économiques et politiques. A partir des années 1970, la domination des logiques financières sur le capital productif ainsi que la marginalisation corrélative de la production industrielle qui s'est progressivement mise en place ont modifié le statut symbolique de l'industrie et du travail, autorisant ainsi leur insertion dans la logique patrimoniale. Ces processus « objectifs » et symboliques sont articulés avec l'effacement tendanciel de la référence à la « lutte des classes » et avec l'ethnicisation des stratifications sociales qui, progressivement, ont conféré à l'origine (autochtone ou allogène) un caractère fondamental dans la lecture des réalités sociales.

Mots clés

Patrimoine industriel. Mémoire ouvrière. Mémoire des migrations. Réparation. Désindustrialisation. Financiarisation. Ethnicisation.

Laurent Bazin est chargé de recherche au CNRS. Il est membre du Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSÉ – UMR 8019), laboratoire constitutif de l'Institut Fédératif de Recherche sur les Economies et les Sociétés Industrielles (IFRESI). Il collabore à l'Unité de recherche « Travail et mondialisation » de l'IRD.

Voir aussi <http://www.univ-lille1.fr/clerse/> ainsi que <http://www.tem.ird.fr>

L'institution des notions de patrimoine et de mémoire imprègne en France depuis deux décennies au moins une évolution remarquable des politiques publiques, qui se déploient en particulier, mais pas uniquement, dans le domaine culturel. Leur réappropriation par une multitude d'acteurs divers en fait les supports de nombreuses opérations mises en œuvre par des associations et organismes aux statuts variés. Ces notions sont en outre assurées de relais intellectuels, notamment dans certaines branches des sciences sociales et de la philosophie qui se chargent, spontanément ou sur commande, d'en fournir des justifications conceptuelles et morales plus ou moins consistantes. Elles se présentent comme deux facettes interdépendantes d'une même imposition idéologique, d'autant plus efficace qu'elle n'est pas assumée en tant que telle. L'une de ces facettes est à vocation muséographique et s'inscrit dans les procédés, indissociablement politiques et marchands, d'élaboration et de promotion de l'identité, c'est-à-dire de valorisation (au sens propre) d'identités liées à des territoires ou des terroirs singuliers. Sur ces bases se redéfinit sous les aspects de l'autochtonie l'ancrage symbolique d'une domination politique qui se trouve doublement confrontée à l'effacement du sens de la souveraineté de l'État et à des contraintes économiques extériorisées.

L'autre facette, qui se décline autour de l'idée de mémoire, prend naissance dans une sorte d'épicentre du dispositif cérémoniel de l'État, sur lequel celui-ci fonde sa légitimité. Puisant son sens d'abord dans la commémoration des victimes de la première guerre mondiale, puis de celles des déportations, des massacres et des génocides sous l'occupation nazie, la « mémoire » instituée par l'État, exaltée sur tous les tons comme un « devoir » qui ne supporterait aucune dérobade, implique la reconnaissance d'une dette collective et de la nécessité d'une réparation symbolique. On assiste ces dernières décennies à un déplacement de cette conception de la « mémoire » dans des cadres muséographiques ou associatifs. Il donne lieu à une profusion d'opérations de recueil, d'archivage et d'enregistrement sur des supports divers de « mémoires » d'individus et de lignées se rattachant à des groupes sociaux qui sont ainsi singularisés. Ces pratiques, en voie de diffusion rapide, révèlent de nouveaux modes d'« intégration » des groupes qu'elles désignent dans l'ensemble de la société : fondées sur la mise en évidence de souffrances appelant reconnaissance, dette et réparation, elles ont pour corollaire d'entériner un processus de désignation des groupes sociaux sur un registre communautaire. Ces derniers sont, le plus souvent, assemblés sur la base d'une origine allochtone.

Je m'emploierai dans cet article à esquisser quelques pistes de réflexion pour relier le succès actuel de ces notions et des pratiques qu'elles inspirent, au développement de la conjoncture globale dans ses dimensions économiques, socio-politiques et idéologiques.

Le conservatoire ethnologique

L'idée de patrimoine culturel, comme legs collectif combinant éventuellement différents apports, englobe l'ensemble de ces pratiques et des visions qui les sous-tendent. Elle extrait le terme « patrimoine » de sa signification originelle d'héritage familial¹ pour l'appliquer abstraitement à des groupes sociaux d'extension variable, ainsi

¹ Matériel et symbolique, mais dont l'appropriation est concrète et définit un groupe familial comme une lignée, en matérialisant une ascendance commune.

symboliquement unifiés. Notons tout d'abord que l'apparition de ce détournement de sens coïncide avec l'irruption des nationalismes au début du XIXe siècle. Elle révèle une mutation dans les modes de légitimation politique de la domination, et la nécessité de produire une unification nationale (l'évolution du terme patrie peut d'ailleurs être estimée parallèle)². Dans une acception artistique et architecturale, cette extrapolation s'est vue appliquée par la suite à l'humanité tout entière (ce dont l'UNESCO, notamment, est le maître d'œuvre). A la fin des années 1970, en France, l'élaboration de la notion de patrimoine ethnologique et la création d'une institution du ministère de la culture chargée de la promouvoir « scientifiquement » ajoutent une dérivation de son sens à ce terme et lui assurent une nouvelle carrière dans les cénacles de la science, du musée et de la culture. Dans sa version désormais culturalisée, en voie d'ethnicisation, le patrimoine a corollairement envahi une large fraction de l'anthropologie et de l'ethnologie mais aussi, dans un degré moindre, de la sociologie et de l'histoire³.

Dans un ouvrage critique consacré récemment au phénomène que constitue la « machinerie patrimoniale », Henri-Pierre Jeudy constatait avec pertinence que les ethnologues occupés à cette tâche d'identification et de valorisation muséale des « patrimoines » et de la « mémoire » se consacraient à la reproduction de l'ordre symbolique plutôt qu'ils n'en faisaient l'analyse⁴. Il faut cependant aller plus loin dans la critique et montrer en quoi cette idéologie du patrimoine, qui a pénétré profondément dans une partie du champ scientifique et au-delà, s'active non seulement à conserver « l'ordre symbolique »⁵ mais entérine aussi, en les occultant soigneusement, les formes de domination politique et économique.

A l'inverse de la posture adoptée par l'auteur cité, entreprendre une véritable analyse critique de la « machinerie patrimoniale » nécessite avant tout de déconstruire sa notion centrale. De surcroît, cette « machinerie » est d'abord destinée à fabriquer de l'imaginaire : elle transforme tout ce dont elle se saisit (des rapports sociaux concrets, des biens matériels dotés d'une valeur et/ou d'une fonction économique) en symboles, en images et en identités. Pour cette raison, un tel phénomène ne peut être compris si l'on situe la discussion sur le seul plan de l'imagerie et de la symbolique produites, sans prendre en compte la nature de ce qui est ainsi dématérialisé (objets, rapports sociaux, événements) pour être plongé dans une signification commémorative abstraite. Enfin, un effort de contextualisation s'impose pour en situer les évolutions dans le cadre des transformations des conjonctures économiques et politiques. On développera brièvement deux exemples parmi les produits les plus monstrueux de l'idéologie du patrimoine et qui, à ce titre, paraissent particulièrement significatifs : le « patrimoine ethnologiques » qui constitue une clé en ce qu'il est un mot d'ordre scientifique justifiant les extrapolations ultérieures et le « patrimoine industriel » qui s'applique à l'activité économique en occultant les transformations.

² Sur ces transformations historiques, on pourra consulter l'ouvrage devenu classique d'Eric Hobsbawm : *Nations and Nationalism since 1780. Programme, Myth, Reality*. Cambridge University Press, 1990.

³ Pour une réflexion critique de cet envahissement et des postures scientifiques qui en sont dérivées, voir L. Bazin, in Laurent Bazin & Monique Selim : *Motifs économiques en anthropologie*. Paris, L'Harmattan, 2001.

⁴ Henri-Pierre Jeudy : *La machinerie patrimoniale*. Paris, éd. Sens & Tonka, 2001.

⁵ C'est de toute façon sa fonction évidente, puisqu'elle a pour mot d'ordre et pour finalité explicite la constitution de conservatoires (musées, mémoriaux, témoignages d'activités disparues ou non).

L'intrusion du terme patrimoine dans les sciences sociales et en particulier au sein de l'ethnologie est une supercherie intellectuelle dont le relatif succès peut être rapidement replacé dans son contexte épistémologique. Portée par les pouvoirs publics — d'abord centraux puis, avec la décentralisation, périphériques : régions, départements, municipalités⁶ — l'injonction à la mise en évidence de « patrimoines » se substitue de fait au folklore qui était auparavant un objet privilégié de l'ethnologie des sociétés européennes, précisément parce qu'il était identifié aux cultures populaires, essentiellement rurales, marginalisées et politiquement minorisées par l'extension de l'industrialisation, le développement de l'État-nation et l'idéologie évolutionniste de la modernisation et du progrès. Le caractère folklorisant de l'ethnologie appliquée aux sociétés européennes avant les années soixante-dix n'est pas un hasard : il procède exactement de la même logique que les orientations adoptées par l'ethnologie exotique coloniale (dans ses versions descriptives ou théoriques). La discipline s'est en effet constituée comme projet de décrypter les cultures des sociétés désignées comme « archaïques » ou « primitives », c'est-à-dire dominées et infériorisées par l'expansion coloniale et industrielle. Quelles que soient par ailleurs les positions des ethnologues à l'égard de la domination coloniale, cette dernière a été le plus souvent ignorée et exclue du champ de leurs analyses et de leurs interprétations⁷. Exactement comme ce fut le cas ailleurs, par exemple dans l'empire russe puis soviétique⁸, l'ethnologie apparaît essentiellement comme un dispositif scientifique qui accompagne le développement des structures politiques, économiques et idéologiques de domination de l'État-nation (en l'occurrence impérial) : elle les renforce en produisant des fictions d'altérités « archaïques » et « authentiques » dans ses marges infériorisées, internes et externes, et s'efforce ainsi de s'acquitter avec humilité ou parfois arrogance de la tâche qui lui revient dans la « division du travail de domination »⁹.

La notion de patrimoine ethnologique naît d'une crise de l'anthropologie consécutive à la décolonisation. Pour une discipline dont une large fraction a toujours rêté chaque microsociété comme une entité isolée et indépendante, vis-à-vis des aléas de la domination politique et de l'exploitation économique, l'identification et la préservation d'un héritage « culturel » propre à chacune de ces microsociétés devient le gage de leur existence et de leur autonomie, sans lesquelles (selon de telles perspectives) la discipline perdrait son objet¹⁰. En ce sens, cette notion peut être comprise comme un dérivé logique d'une conceptualisation anthropologique du monde inapte à penser l'articulation et l'interdépendance des diverses sociétés et microsociétés. Elle se présente comme une pirouette intellectuelle destinée à conjurer l'incapacité, particulièrement répandue chez les anthropologues, à concevoir la transformation des rapports de domination à l'échelle internationale : soit la disparition de la conjoncture coloniale et la généralisation de la

⁶ Voir Gérard Althabe : « Vers une ethnologie du présent », in G. Althabe et M. Selim : *Démarches ethnologiques au présent*. Paris, L'Harmattan, 1998.

⁷ Une rupture épistémologique importante surgit justement de l'ébranlement de l'empire colonial français au milieu des années 1950, lorsque Georges Balandier se démarque de l'ethnologie coloniale en proposant d'inclure la « situation coloniale » dans une analyse plus « sociologique » et plus « actuelle » des sociétés observées et de leurs transformations sociales (cf. G. Balandier : *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*. Paris, PUF, 1955).

⁸ Voir le numéro du *Journal des anthropologues* consacré à « l'anthropologie dans le monde post-soviétique » (n° 87, déc. 2001).

⁹ L'expression est empruntée à Pierre Bourdieu : *La noblesse d'État*. Paris, éd. de minuit, 1989.

¹⁰ La lecture de *Tristes tropiques* (Lévi-Strauss ; Paris, Plon, 1955) donne une bonne idée de cette vision du monde.

forme politique de l'État-nation. D'un point de vue intérieur à la discipline, l'élaboration de la notion de patrimoine ethnologique apparaît comme une tentative de maintenir la dominance d'une lecture passéiste et conservatrice des phénomènes sociaux¹¹, à l'encontre des critiques internes surgies de la situation post-coloniale et de la dénonciation anti-impérialiste¹² ainsi que des entreprises de reformulation de la discipline engagées à différentes époques¹³. En ce qui concerne le rapport de l'anthropologie aux réalités sociales dont elle est censée rendre compte, remarquons ainsi que cette notion poursuit une longue tradition ethnologique d'occultation du politique et de l'économique au profit d'une survalorisation d'une sphère culturelle autonomisée.

Dans la période où, parallèlement à une conjoncture globale marquée par l'importance des luttes de libération nationale et d'émancipation, s'affirment en Europe des revendications régionalistes, l'ethnologie folkloriste du « vieux continent » trouvera à travers ce nouveau mot d'ordre les moyens de recycler son objet privilégié : les folklores sont en effet, dans le même temps, tendanciellement érigés en emblèmes néo-traditionnels de mouvances identitaristes et revalorisés par leur nouveau statut de marchandise dans le développement de l'industrie touristique. L'ethnologie patrimoniale précède ainsi le double mouvement de décentralisation et de marchandisation de l'identité, dans lequel elle s'intégrera et trouvera les moyens d'un appui institutionnel décisif.

Le patrimoine industriel

Érigée en premier lieu sur les friches des usines et des mines démantelées par la désindustrialisation, la notion de « patrimoine industriel » a comme effet de transformer ces dernières (c'est-à-dire le lieu et les instruments d'une domination et d'une exploitation effectives) en musées et en éco-musées, en « sanctuaires de la mémoire », selon l'expression de Philippe Lucas¹⁴. Sa signification tend désormais à inclure les usines en activité, selon deux connotations qui s'appliquent tantôt à l'ensemble du tissu industriel (censé alors signifier la capacité de production d'une région et la caractériser), tantôt à ses secteurs considérés comme anciens et typiques, supposés alors porteurs d'une singularité des terroirs au même titre que les produits alimentaires néotraditionnels qui en sont devenus l'emblème. Désaffectée ou non, les usines tendent désormais à devenir des symboles, des icônes vouées à une appropriation collective bien hypothétique ainsi qu'à une valorisation identitaire à usage local et externe.

Dans tous les cas, le qualificatif « patrimoine industriel » recèle ce paradoxe qu'il s'applique à un outil de production au moment même où celui-ci cesse d'exister comme patrimoine industriel réel, si l'on donne à ce terme son sens premier de propriété de moyens de production transmise (lorsqu'elle n'est pas étatisée) par héritage à l'intérieur d'une lignée bourgeoise et identifiant cette dernière.

¹¹ Tentative que l'on peut estimer remarquablement réussie en regard de l'importance que cette mouvance occupe dans le champ disciplinaire et dans le contrôle de ses institutions.

¹² Voir Jean Copans : *Critiques et politiques de l'anthropologie*. Paris, Maspéro, 1974 ; Jean Copans (ed.) : *Anthropologie et impérialisme*. Paris, Maspéro, 1975.

¹³ Dès les années 1950 avec Georges Balandier, dans les années 1960 avec l'anthropologie économique marxiste ou à la fin des années 1970 avec Gérard Althabe.

¹⁴ Philippe Lucas : *La religion de la vie quotidienne*. Paris, PUF, 1981.

On ne peut comprendre ces évolutions sans les relier, ne serait-ce que schématiquement, aux transformations internes du capitalisme français, aux changements des rapports entre richesse et capital, aux processus même de désindustrialisation et enfin aux revirements politiques et idéologiques. Rappelons tout d'abord que l'idéologie du patrimoine s'impose et s'institutionnalise à la fin des années 1970. C'est la période où le déclin de l'industrie s'amorce pour être progressivement supplantée par le secteur tertiaire et envahie pas les services¹⁵. Dans le même temps, la structure même du capitalisme français, industriel et familial, se modifie sous l'effet de l'avancée de la financiarisation de l'économie. Cette situation débouche, dans les années 1980 et 1990, sur une prépondérance marquée des liquidités boursières qui instaure de fait une marchandisation des entreprises et une dévaluation du capital productif¹⁶. On peut estimer que ce processus de financiarisation et de marchandisation des entreprises a pour effet de dévaloriser la qualité de patrimoine (lié à des familles possédantes) de l'appareil productif — et a fortiori de sa fraction industrielle — dans la mesure où la fluidité des liquidités boursières prime sur la stabilité des titres de propriétés, et contribue de la sorte à dissiper le prestige attaché à la bourgeoisie industrielle.

On comprendra qu'il ne s'agit pas ici de jouer sur la polysémie d'un terme, mais au contraire de montrer que les concepteurs d'un hypothétique « patrimoine culturel » et de son dérivé « industriel », retranché de sa valeur économique pour servir d'emblème à des identités locales variables, suivent étroitement, tout en les occultant, les évolutions des structures de domination liées aux transformations du capitalisme. Jean Gadrey en fait par exemple le constat en remarquant le caractère obsolète et illusoire des efforts déployés pour donner du Nord-Pas-de-Calais l'image pérenne d'une « région industrielle »¹⁷.

En élevant les usines et les mines désaffectées ou, désormais, toujours en exploitation, au statut de monuments historiques et de pièces de musée, l'idéologie du patrimoine accomplit tacitement leur collectivisation virtuelle. Cette alchimie subtile opère en premier lieu une revalorisation symbolique d'un outil de production dévalué dans sa matérialité, soit parce qu'il a tout simplement cessé de servir, soit parce que sa valeur d'échange a pris le pas sur sa qualité de capital, au sens économique du terme. En second lieu, elle doit être comprise dans le cadre des évolutions politiques et idéologiques dans lesquelles elle s'intègre et trouve les motifs de son existence. Ces changements sont liés notamment à ce que d'aucuns désignent comme une « révolution libérale ».

Le revirement politique et idéologique engagé en France à partir du début des années 1980 se manifeste par la conversion plus ou moins nette de l'ensemble de la gauche — alors au pouvoir — à la légitimité du profit capitaliste. Ce dernier, par l'enchantement d'une croissance supposée pourvoyeuse d'emplois, devient le gage d'une prospérité collective, conformément à une conception libérale postulant que les intérêts particuliers servent l'intérêt général¹⁸. Cette tendance, qui s'amplifie au cours des années 1990,

¹⁵ Voir les travaux de J. Gadrey ; notamment *Services : la productivité en question*. Paris, Desclée de Brouwer, 1996.

¹⁶ André Orléan : *Le pouvoir de la finance*. Paris, Odile Jacob, 1999.

¹⁷ Jean Gadrey : « Politique régionale de l'emploi : vers un nouveau modèle ? », *Revue Espaces Marx*, 12 : 1999.

¹⁸ La dominance de ce dogme se voit aujourd'hui de plus en plus fissurée et contestée par le caractère ostensible, voire ostentatoire, de valorisations boursières qui ont comme contrepartie immédiate la liquidation des capacités productives d'entreprises, parmi lesquelles figurent les salariés réduits à une position de tiers en regard des logiques financières, et expulsés en masse.

alimente donc une réhabilitation de l'entreprise. L'idée du « patrimoine industriel » s'institutionnalise dans la brèche ainsi ouverte : elle se fonde entièrement sur la présomption que la fortune des entreprises (et de leurs propriétaires) entraîne celle de groupes d'extension variable (salariés, territoire local, ensemble national) et participe d'une richesse collective. Dans une telle optique, il est d'ailleurs fort opportun que cette dernière soit dématérialisée pour être reformulée sur un plan culturel. On ne peut que constater alors qu'une telle collectivisation de symboles détachés de leur contenu concret (entendu, encore une fois, en termes matériels et de rapports sociaux) vise à se substituer, dans la période où ils disparaissent de l'horizon politique et idéologique, aux projets et aux revendications d'étatisation, de nationalisation ou de collectivisation de l'économie (par la propriété ou le contrôle de l'organisation du travail)¹⁹.

Mémoire, dette et identités

Une équivalence a donc été introduite entre patrimoine et mémoire (quelles que puissent être par ailleurs les subtilités notionnelles élaborées) : elle repose sur la réduction des rapports sociaux et des objets à des symboles ou des images²⁰. Dans ces conditions, les usines et les mines transformées en musées peuvent bien mettre en évidence l'exploitation et ses ressorts et insister, dans une logique de spectacle et de victimisation, sur la souffrance et la misère des ouvriers qui y furent employés²¹. Elles n'en aboutissent pas moins à brouiller la lecture des hiérarchies sociales. Tout d'abord, elles renvoient à un passé décontextualisé et dépersonnalisé. Ensuite, et surtout, si elles construisent l'idée confuse d'une dette envers les victimes d'une telle exploitation, cette dernière se trouve neutralisée par la légitimation de l'entreprise et du profit, comme source de prospérité collective, qu'entretient la notion même de patrimoine industriel. Un parallèle peut être tracé avec l'idéologie humanitaire, qui transforme la souffrance en spectacle (et en marchandise), qui en voile les fondements sociopolitiques et qui, aux côtés de la violence armée, se présente comme un pilier de la globalisation économique²².

Dans tous les cas, la constitution de « mémoires » repose invariablement sur la mise en évidence de souffrances identifiant un groupe de victimes comme communauté singulière et requérant une reconnaissance et une compensation. Une telle posture, qui se referme sur des situations passées plutôt que sur leur actualisation, a pour effet de

¹⁹ Cf. les analyses de Monique Selim in L. Bazin & M. Selim, *op. cit.*

²⁰ Opération typique, s'il en est, de l'anthropologie sociale : Claude Lévi-Strauss en est l'agent le plus puissant dans la période des années 1950-1980. On notera que, très récemment, certains anthropologues commencent avec retard à s'intéresser à la mondialisation, en mettant majoritairement l'accent sur l'intensification des échanges culturels. Ils se font de la sorte les agents d'une neutralisation imaginaire du durcissement en cours des formes de domination et de l'approfondissement des inégalités, au moment même où ces derniers font l'objet de contestations de plus en plus manifestes et théâtralisées. Par contraste, les sciences politiques, l'économie et la sociologie s'attachent en général à penser — avec plus ou moins de succès et parfois non sans contradictions — l'articulation des transformations politiques et économiques à l'échelle internationale.

²¹ Signalons que la gigantesque mine à ciel ouvert de Carmaux, dont l'exploitation a cessé, est sur le point d'être transformée en un vaste complexe touristique. Celui-ci comprendra un village de chalets (bâti à la mode canadienne et censé promouvoir « l'image du Canada en France »), des pistes de ski sur les pentes de la découverte, tandis qu'un lac aménagé au fond supportera une activité de ski nautique. Enfin un centre culturel est prévu où, parmi d'autres spectacles, prendra place un musée dédié à la « mémoire » de la mine, dont le clou sera la reconstitution de coups de grisou pour des visiteurs en quête de sensations.

²² Bernard Hours : *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Paris, L'Harmattan, 1998.

brouiller les situations présentes et reste au niveau de la scansion de griefs, sans parvenir à déboucher sur une résolution en terme de structuration des conflits sociaux et politiques.

On en donnera comme premier exemple la scission récente du syndicat CGT des mineurs retraités dans le Pas-de-Calais : par-delà les différends personnels qui la fondent et les prétextes de querelles d'orientation politique et idéologique auxquelles elle donne corps, elle débouche sur deux organisations ciblant leurs activités dans des directions distinctes. D'un côté, une nouvelle branche syndicale est créée par des militants qui, malgré leur âge avancé, multiplient les réunions, les manifestations, les négociations pour maintenir la singularité du système de retraite minier et exiger une réévaluation des pensions. De l'autre, se constitue l'association « Mémoire et culture », s'attachant à la transformation de la maison du syndicat en musée et en centre d'archives ; son dirigeant situe son action principalement sur le terrain d'une exigence de reconnaissance et de dédommagement de la silicose. Cette situation de schisme est ici exemplaire en ce qu'elle révèle l'écart entre deux logiques : la lutte syndicale et les actions revendicatives sont déconnectées d'opérations de mise en évidence d'une souffrance passée et d'identification d'une dette collective fondant une communauté (en l'occurrence les anciens mineurs)²³.

Il en va de même pour l'ensemble des « cultes de la mémoire » qui se développent dans la région Nord-Pas-de-Calais sur les ruines de rapports socio-politiques fondées sur une puissance industrielle aujourd'hui démantelée. Une orientation nettement ethnicisée s'y laisse percevoir. Ainsi, l'intense activité associative des communautés polonaises essaimées dans tout le bassin minier (activité déployée autour du folklore, de l'apprentissage de la langue, voire de l'Eglise polonaise et d'interventions caritatives) a débouché sur la constitution de la « Maison de la polonité », dont l'une des finalités phare est désormais la reconstitution d'une « mémoire » de la migration polonaise, au moyen d'une multiplication de récits autobiographiques empruntant largement aux méthodes de la sociologie et de l'ethnologie²⁴. Parallèlement, et dans la foulée du film *Mémoire d'immigrés* réalisé par Yamina Benguigui²⁵, les dirigeants de l'Association des mineurs et anciens mineurs marocains manifestent un profond désir de réaliser un travail semblable, désir décuplé par le sentiment de « confiscation » provoqué par la publication d'un livre intitulé *La mémoire confisquée : les mineurs marocains dans le Nord de la France*²⁶. On ne saurait certes pas reprocher à l'auteur de ne pas répondre à cette attente. De façon significative cependant, comme tout travail prétendant combler le vide d'une « mémoire » dont il faudrait témoigner absolument, le livre en question présente une histoire événementielle (au demeurant relativement bien maîtrisée) dont est absente l'analyse des processus d'ethnicisation des hiérarchies des statuts et des positions de travail opérée par le biais des vagues successives d'importation de main-d'œuvre. De façon générale, l'absence d'une telle problématique conduit à perdre de vue le rôle central de l'économie « politique » dans la construction des formes contemporaines de clivages identitaristes ou

²³ La thématique en elle-même n'est pas nouvelle : cette revendication de reconnaissance a traversé toute l'histoire minière et a trouvé son apogée dans la constitution du statut du mineur, comme « récompense » et « reconnaissance » des sacrifices imposés lors de la « bataille du charbon », au lendemain de la seconde guerre mondiale.

²⁴ Margo Wolkowski : *Les sentinelles de Dourges. Témoignages de Dourgois de 1920 à 1939*. Collection Passé vivant, 1999.

²⁵ Voir également l'ouvrage publié parallèlement à la diffusion de ce film documentaire. Yamina Benguigui : *Mémoires d'immigrés. L'héritage maghrébin*. Paris, Albin Michel, 1997.

²⁶ par Marie Cégarra (Lille, Septentrion, 1999).

ethno-religieux, qui occupent une position sans cesse plus importante dans les rapports sociaux et politiques depuis une vingtaine d'années. La logique qui conduit à emblématiser la « mémoire » lui substitue, au mieux, une rhétorique arc-boutée à la dénonciation de dommages subis, affectés à une origine allogène, lesquels figureraient alors comme éléments de preuves d'une dignité en permanence déniée et bafouée.

Pour comprendre et situer de telles logiques de revendications et l'impasse dans laquelle elles s'abîment, rappelons que la période qui prend fin avec la « crise » de 1974 a été marquée par l'ampleur des importations de main-d'œuvre étrangère destinée à occuper les emplois les plus subalternes, et celle d'une ouverture, aux fractions sociales inférieures « autochtones » de la société française, des possibilités d'une ascension sociale imaginaire par la scolarisation, l'extraction de la pauvreté et du travail manuel. Sur ces bases, s'est engagé un processus d'ethnisation de la pauvreté et de l'infériorité sociale, qui s'est d'ailleurs organisé comme un prolongement interne du rapport de la France à ses colonies ou ex-colonies « sous-développées », sources principale de main-d'œuvre importée. On peut estimer qu'à partir de la fin des années 1970, la déstructuration du marché de l'emploi et des statuts de travail a engendré une destabilisation de cet édifice hiérarchique ethnisé. Dans cette conjoncture, la focalisation sur l'origine et les « racines » est devenue potentiellement le siège exclusif d'une requalification symbolique de positions sociales fragilisées et/ou déclassées. D'un côté, la figure de l'étranger a été érigée en élément négatif central dans la construction des rapports sociaux, dans les champs résidentiels et de travail aussi bien que sur la scène politique²⁷. Ce phénomène n'a cessé de s'amplifier au cours des années 1980 et 1990. D'un autre côté, les fractions sociales allogènes, ou fixées dans une origine étrangère, sont confrontées à des injonctions contradictoires : sur un mode ou sur un autre, la valorisation intrinsèque de l'origine qui leur est assignée intervient comme un moyen de consolider une insertion sociale que les discours sur l'intégration leur dénie en permanence. L'obsession de la « mémoire », en ce qu'elle est liée à une « origine » (toujours pensée comme extérieure), en est une modalité parmi d'autres. Elle implique une nécessité ressentie d'établir les preuves des sacrifices consentis, des torts subis, et d'une contribution à un enrichissement de l'ensemble de la société, sous diverses formes dont celle de l'apport culturel. Elle se plie à une conformité d'ethnisation des positions statutaires, de reconnaissance d'un assujettissement, et tend à la constitution de communautés serviles.

On pourrait ainsi multiplier les exemples d'associations ayant comme objet la défense et la valorisation de la culture de groupes de migrants, ou d'institutions publiques, qui entreprennent de façon plus ou moins sérieuse, des opérations de collecte de mémoires d'immigrants ou de descendants d'immigrants, par groupes d'origine. A titre d'illustration, en ce qui concerne l'une de ces institutions publiques, le musée ethnographique régional de Béthune, la conduite de tels travaux s'inscrit dans un objectif, indéniablement progressiste, de révéler la diversité des origines dans le mode de peuplement de la région Nord-Pas-de-Calais, ce qui suppose enrichissement, selon la vogue en vigueur du métissage culturel. Elle n'en a pas moins pour principe très direct d'affirmer la place — en tant qu'allochtones — des groupes ainsi rattachés à une origine

²⁷ Cf. Gérard Althabe : « Production de l'étranger, xénophobie et couches populaires urbaines », *L'Homme et la société*, 77-78, 1985 (repris dans G. Althabe & M. Selim, *op. cit.*) ; Monique Selim : « L'étranger au quotidien », *L'Homme et la société*, 77-78, 1985, pp. 75-84.

commune dans l'ensemble régional. Si l'idée d'un patrimoine régional incluant des apports étrangers est au centre de ce dispositif « méthodologique », celle-ci débouche bien, à travers la manipulation du couple patrimoine-mémoire, sur la désignation d'identités autochtones²⁸ et allochtones mises en scènes (musées, expositions, publications) et composant les différentes facettes plus ou moins agrégées et brouillées d'une identité régionale. Dans la mesure où cette production « savante », « culturelle » est destinée avant tout à une consommation touristique et/ou éducative locale ou extérieure à la région, elle se présente comme un instrument d'une promotion identitaire à la fois politique et marchande.

Ethnicisation et folklores identitaristes

L'insistance actuelle sur le patrimoine et la multiplication des opérations de collectes de mémoires sous les prétextes les plus divers, procèdent d'un principe identique. Ce dernier surgit de l'affaiblissement de l'attention accordée aux appartenances de classes, et de l'importance acquise symétriquement par l'origine dans les schèmes d'interprétation et de compréhension des événements et des rapports sociaux. Ces glissements se lisent à travers une réorganisation des pratiques sociales, et des finalités de divers groupes associatifs ; ils s'insèrent également dans l'activité scientifique qui est l'un des agents de leur propagation²⁹. Ce processus de fixation dans l'origine peut être désigné sous le terme d'ethnicisation des rapports sociaux. Dans ses formes contemporaines, il accompagne la destructuration de l'emploi salarié et du marché du travail ainsi que le déclin progressif des organisations qui furent les supports d'un mouvement ouvrier actif.

En apparence anodine, la mode de la généalogie en est un signe supplémentaire parmi d'autres. La recherche d'ascendances s'accorde avec l'insistance omniprésente sur les « racines » auxquelles sont conférées la fonction de repères essentiels dans une période où ceux-ci sont censés manquer. Elle témoigne à sa manière des incertitudes statutaires auxquelles sont confrontés les individus et les groupes sociaux. Elle signale également un repli sur des appartenances familiales, elles-mêmes grandement fragilisées. De ce point de vue, l'idéologie du patrimoine, la vague de recueils de mémoires attachées à des communautés particulières, et l'engouement pour la généalogie, à leur niveau respectif, se conforment aux injonctions d'ethnicisation des références statutaires et des rapports sociaux. Ils constituent des réponses à la conjoncture économique et politique et ont précisément pour effet d'en occulter les implications essentielles : on remarquera d'ailleurs qu'ils renvoient à un passé individuel ou collectif reconstruit, figé, visant à fixer chacun dans des appartenances et des événements situés hors du présent et de ses contradictions.

L'ensemble des phénomènes décrits dénotent une élaboration très active de nouveaux folklores, qui ne sont plus ceux des ethnologues d'avant les années soixante-dix, ni ceux que les mouvements régionalistes ont saisi à cette époque comme porte-drapeau. Ces nouveaux folklores, dont les ethnologues du patrimoine se font des consommateurs friands plus que des analystes, sont des icônes identitaires qui s'inscrivent

²⁸ De manière significative, le bulletin publié par le musée ethnographique régional de Béthune est intitulé *L'indigène*.

²⁹ Voir par exemple Véronique de Rudder : « Identité, origine, étiquetage. De l'ethnique au racial, savamment cultivés », *Journal des anthropologues*, 72-73, 1998, pp. 31-47.

de diverse façon dans un marché des identités, au sens propre du terme. La logique intrinsèque de leur production rejoint en cela, bien qu'elle paraisse souvent déconnectée du système économique, celle de la fabrication, en quantité sans cesse plus importante, des produits « du terroir », des articles artisanaux, néotraditionnels ou alternatifs dont la valorisation commerciale repose précisément sur la possibilité d'une identification censée s'opposer aux processus d'uniformisation qu'enclencherait la mondialisation des marchés.